



En haut à gauche : cérémonie en l'honneur du président haïtien assassiné, Jovenel Moïse, le 20 juillet. En bas : des suspects emmenés par la police, le 8 juillet. En haut à droite : un bâtiment incendié près du poste de police du quartier de Pétion-Ville, à Port-au-Prince, le 9 juillet.

En bas : Martine Moïse, la veuve du président haïtien blessée lors de l'attaque, à son arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince, le 17 juillet.

VALERIE BAERISWYL/AFP

MICHEL JR. DESSOURCES/AFP

Le mystère Jovenel Moïse pèse sur Haïti

De nombreuses zones d'ombre subsistent dans l'enquête sur l'assassinat du président, le 7 juillet

Difficile d'imaginer silence plus angoissant. Les rues sont quasi vides, les carrefours désertés. Même dans les quartiers de Port-au-Prince contrôlés par les gangs, d'où ne s'échappait quelques semaines auparavant qu'une immense détresse, il n'y a plus de bruit, plus de cris, plus de tirs. Comme si la capitale haïtienne retenait son souffle, plongée malgré elle dans un abîme sans fin depuis l'assassinat, le 7 juillet, du président Jovenel Moïse, tout entière suspendue aux soubresauts d'une enquête aux zones d'ombre aussi multiples et confuses que préoccupantes. Loin, très loin, des versions officielles des autorités policières, elles-mêmes suspectées de complicité dans le crime.

Sur le papier, les auteurs de l'attaque ont été arrêtés, affirment les autorités publiques : vingt-trois hommes, parmi lesquels dix-huit anciens militaires colombiens, trois Haïtiens et deux binationaux haïtiano-américains. Sept mandats d'arrêt ont également été émis selon la police, dix maisons fouillées, une trentaine d'interrogatoires menés, quatre hauts responsables de la sécurité de Jovenel Moïse placés à l'isolement et vingt-quatre agents frappés de mesures conservatoires. Trois autres Colombiens ont été tués dans les heures qui ont suivi le meurtre. Cinq seraient en fuite. Selon le juge de paix de Pétion-Ville – le quartier de la résidence privée du président – venu constater le décès, Jovenel Moïse a reçu douze balles dans le corps. Plusieurs de ses membres ont été fracturés juste avant son décès et un œil a été énucléé.

Sa veuve, Martine Moïse, blessée au bras et à l'abdomen, a, elle, été évacuée dans un hôpital de Floride. Dans un court message enregistré, dont l'authenticité est mise en doute, elle dit accuser, sans les nommer, les opposants politiques de son mari, les « ennemis de l'intérieur », et promet de poursuivre

son action. Rentrée depuis à Port-au-Prince, elle devait assister, ce vendredi 23 juillet, aux funérailles du président défunt à Cap-Haïtien, sa région natale. Aucune autre personne, ni garde du corps ni domestique, n'a été blessée.

Sur une photo présentée à la presse par Léon Charles, le directeur général de la police nationale haïtienne, on peut voir deux des suspects interpellés ainsi que l'ex-sénateur de l'opposition Joël John Joseph, objet d'un avis de recherche, participer à une réunion autour d'une grande table. Selon le haut responsable, les individus présents sur le cliché planifiaient l'assassinat de Jovenel Moïse dans un hôtel de Saint-Domingue, en République dominicaine, pays qui partage la même île qu'Haïti.

Président mal élu et décrié

Une version immédiatement contredite par un professeur américain, Parnell Duverger, qui a participé à plusieurs réunions avec certains des membres de la photo. Selon lui, il s'agissait simplement de préparer l'après-Jovenel Moïse, président mal élu en 2016 et décrié par une majorité de la population pour avoir fait main basse sur l'ensemble des institutions, elles-mêmes gangrenées par la corruption, la médiocrité et la criminalité.

L'enquête semble aussi avoir progressé sur un volet international, dans lequel plusieurs pays sont cités. « Il y avait un groupe de quatre mercenaires qui étaient déjà présents à Haïti. Les autres sont entrés le 6 juin. Ils sont passés par la République dominicaine »,

Jovenel Moïse a reçu 12 balles. Plusieurs de ses membres ont été fracturés avant son décès et un œil énucléé

par la frontière terrestre, a assuré le chef de la police, ajoutant : « Ce sont d'anciens militaires des forces spéciales de la Colombie. Ce sont des experts, des criminels. »

Parmi les personnes présentes sur la photo, certaines ont été appréhendées. C'est le cas de deux Haïtiano-Américains, Christian Emmanuel Sanon, soupçonné par les enquêteurs haïtiens d'avoir embauché les mercenaires colombiens, et James Solages, un ex-employé de l'ambassade du Canada à Port-au-Prince. Ce dernier aurait effectué la coordination de l'équipe avec la société de sécurité vénézuélienne CTU, basée à Miami. Le responsable de la firme, Antonio Emmanuel Intriago Valera, est, lui aussi, sur le cliché. Il serait entré plusieurs fois à Haïti.

La police recherche également Rodolphe Jaar, l'un des cinq suspects en fuite. Surnommé « Whiskey », l'homme a été inculpé en 2013 devant un tribunal de Floride pour complot et contrebande de cocaïne aux Etats-Unis depuis la Colombie et le Venezuela en passant par Haïti. Lors d'une audience en 2014, son avocat a déclaré qu'il avait été une source confidentielle pendant plusieurs années pour le gouvernement américain. Déjà à l'époque, Haïti était une des plaques tournantes de la drogue de la région, plus du quart du trafic pronal, dans lequel plusieurs pays sont cités. « Ce n'étaient pas nos commandos. Il doit y avoir eu un complot, a-t-il assuré. Leur extraction a été un chaos total. Pourquoi ? Parce qu'ils n'allaient pas à l'assaut, ils sont allés soutenir une demande des forces de sécurité du président. »

Une source a confié à *Miami Herald* que des membres de l'équipe croyaient que le but était d'arrêter le président et d'installer M. Sanon à sa place. Un professeur d'université de Port-au-Prince qui l'avait rencontré en juin a déclaré au *New York Times* que M. Sanon semblait « un peu fou » et parlait de remplacer notamment le français par l'anglais comme langue officielle d'Haïti, aux côtés du créole.

Jeudi 15 juillet, le Pentagone a confirmé de son côté que certains de ces Colombiens avaient bénéficié

de sessions de formation proposées par l'armée américaine, à l'époque où ils étaient engagés dans les forces colombiennes. Les familles de ces ex-soldats, interrogées par plusieurs médias nord-américains et colombiens, ont, elles, affirmé savoir qu'ils avaient été recrutés pour capturer Jovenel Moïse et le remettre à l'Agence antidrogue américaine. Plusieurs d'entre elles prétendent que les ordres ont changé au cours de leur mission. Certaines affirment qu'ils auraient été trompés. Une version soutenue par le général Jorge Vargas, chef de la police colombienne, lors d'une conférence de presse.

Matias Gutierrez a failli faire partie des personnes arrêtées. Tireur d'élite à la retraite des forces spéciales colombiennes, il aurait dû embarquer en juin pour Haïti s'il n'avait pas été testé positif au Covid-19. « Si j'avais voyagé, je serais peut-être impliqué dans la même chose que les commandos là-bas », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. Gutierrez, qui travaille aujourd'hui comme agent de sécurité, a dit être persuadé que les hommes arrêtés n'étaient pas impliqués dans le meurtre de Moïse, laissant entendre que des soldats de ce calibre n'auraient pas pu, dans un tel cadre, dérapier au point de torturer le président et subir une telle débâcle. « Ce n'étaient pas nos commandos. Il doit y avoir eu un complot, a-t-il assuré. Leur extraction a été un chaos total. Pourquoi ? Parce qu'ils n'allaient pas à l'assaut, ils sont allés soutenir une demande des forces de sécurité du président. »

Pour ajouter à la confusion, un reportage diffusé sur Caracol News, une chaîne de télévision privée basée en Colombie, a directement accusé le premier ministre, Claude Joseph, d'être un des instigateurs de l'opération. L'ancien proche de Jovenel Moïse a nié, puis démissionné dimanche. Une décision survenue au lendemain d'un communiqué du CORE Group, un groupe composé d'ambassadeurs

Aucune des pistes évoquées ne s'intéresse à des complicités intérieures, ni au rôle des gangs

de différents pays comme les Etats-Unis et la France. Celui-ci lui demandait de céder sa place à Ariel Henry, médecin et ancien ministre, choisi par le même Jovenel Moïse deux jours à peine avant son assassinat. Le même Henry qui a formé un nouveau gouvernement mardi avec plusieurs anciens ministres, dont Claude Joseph aux affaires étrangères.

« Jovenel a joué avec le feu »

Etrange enquête. A regarder de près, il paraît étonnant qu'aucune des pistes évoquées par les autorités ne s'intéresse à des complicités intérieures, ni au rôle des gangs qui ont, en partie du moins, su s'attirer les bonnes grâces du président Moïse. Accusé de corruption dès 2019 dans un rapport de la Cour des comptes et de dérive autoritaire (suspension des législatives, révocation des deux tiers des sénateurs, absence de Conseil constitutionnel), l'ex-homme fort d'Haïti a été suspecté par les organisations de la société civile de s'être allié avec plusieurs gangs puissants de Port-au-Prince regroupés depuis 2020 au sein d'une organisation appelé le « G9 ». Un regroupement chapeauté par un ex-policier, Jimmy Chérizier alias « Barbecue », créé pour faire pression sur les quartiers et assurer au pouvoir de Jovenel et ses proches la victoire aux élections.

Des sources, à Port-au-Prince, dont un agent de sécurité du ministère de l'intérieur, préférant rester anonyme, confirment la venue discrète au palais présidentiel d'au moins deux chefs de gang du « G9 » ces derniers mois. « Durant sa présidence, Jovenel a joué avec le

feu, glisse une de ces sources. Il s'est appuyé sur des gangs surarmés, il a terrorisé les quartiers proches de l'opposition avant, au final, de se brûler lui-même. »

Le 17 juillet, jour du retour de Martine Moïse à Port-au-Prince, Jimmy Chérizier s'est fendu d'un tweet en guise de bienvenue : « Que toutes les forces de la nature t'accompagnent et que le combat continue. » Il a depuis été effacé. Et puis, il y a des coïncidences troublantes. L'avion privé, une Cessna Citation Mustang, qui a ramené la veuve du président Jovenel Moïse en Haïti serait le même que celui utilisé, en mai, par certains membres de l'équipe colombienne. Une des maisons de Port-au-Prince, aussi, occupée par les mercenaires et située à quelques centaines de mètres de la résidence du président défunt, a été louée pendant plusieurs mois par une certaine Magalie Habitant, une proche du gouvernement Jovenel.

Fervente militante liée au parti au pouvoir (PHTK), cette ex-responsable de la voirie de Port-au-Prince a servi d'intermédiaire pour récupérer des mains des ravisseurs trois personnes qui avaient été kidnappées en février sur la V^e Avenue. Une rue connue pour être très dangereuse et contrôlée par quatre gangs alliés ou faisant partie du « G9 ».

Deux des personnages-clés de l'entourage du président ont été appréhendés ces derniers jours. Convoqués le 14 juillet par le parquet, Dimitri Hérard, chef de la sécurité du palais, et le commissaire Jean Laguel Civil, un autre responsable de la sécurité du président, ne se sont tout d'abord pas présentés au rendez-vous. Ce n'est que le lendemain qu'ils auraient été détenus. Rien n'a encore filtré. Pour beaucoup, leurs témoignages pourraient venir expliquer, là encore, l'apparente facilité avec laquelle les meurtriers sont parvenus à leur fin, et par là même remonter les fils des véritables commanditaires. ■

NICOLAS BOURCIER